

Discours de la section CGT Finances publiques 31 à l'occasion du rassemblement du 16 décembre 2021 en soutien aux salariés de la SAM

Bienvenue devant le siège régional des Finances publiques pour soutenir les 333 salariés de la SAM. Cette entreprise industrielle aveyronnaise, une des dernières du département dont la liquidation judiciaire a été prononcée il y a quinze jours.

Pourquoi ce rassemblement devant cette représentation de l'État ?

D'abord, rappelons que la SAM (société aveyronnaise de métallurgie) produit des pièces pour les moteurs automobiles. C'est une entreprise performante qui a su s'adapter notamment en faisant évoluer sa production en direction des moteurs hybrides et des moteurs électriques. C'est la seule entreprise industrielle de fonderie en France à disposer d'un bureau d'étude. Mais pour son malheur, la SAM est une entreprise sous-traitante qui n'a qu'un seul donneur d'ordre, RENAULT. Ce "partenariat" durait depuis 1977.



Mais RENAULT a décidé de rompre unilatéralement ce contrat condamnant à mort la SAM.

Ne nous leurrions pas, malgré toutes les raisons données pour la fermeture de la SAM, une seule, la seule raison retenue par RENAULT est une

logique financière : dégager encore plus de bénéfices à reverser le plus rapidement aux actionnaires.

En parlant d'actionnaire, **l'État est le premier actionnaire chez RENAULT**, pourquoi n'a-t-il pas fait pression sur RENAULT pour qu'il revienne sur sa décision.

L'État, et c'est pour cela que nous sommes également ici devant ce siège symbole de la puissance de la république, l'État a versé cinq milliards d'euros à RENAULT en 2020, du fait de la pandémie, sans aucune contrepartie. Plus généralement, **l'État verse 200 milliards d'euros chaque année aux entreprises sans contrepartie**. Les multinationales françaises et étrangères raflant le plus gros de cet argent public et, dans le même temps, les dividendes reversés aux actionnaires n'ont jamais été aussi élevés, environ 60 milliard d'euros par an pour la France ces dernières années.

Nous assistons à un véritable gaspillage de l'argent public. **Cet argent public, notre argent, qui manque pour l'hôpital public, qui manque pour l'Éducation nationale, l'école de la République, qui manque pour les Finances publiques, qui manque cruellement pour les Finances publiques de Haute-Garonne.**



En 2022, 96 suppressions de postes d'agent des Finances publiques sont prévues en Haute-Garonne, un total de 1500 suppressions au niveau national, ce qui a pour conséquence une diminution de l'accueil des usagers qui soit physiques ou téléphoniques. C'est la suppression de nombreux services de proximité des finances publiques que ce soit en Lauragais, dans le Comminges ou dans le Toulousain.

L'État balance des milliards d'euros aux multinationales, celles-là même qui font tout ce qui est possible pour payer le moins possible d'impôt en optimisant, voire en fraudant. Dans le même temps, le contrôle fiscal est devenu le parent pauvre manquant de tout, personnel et moyen, alors que la fraude fiscale est évaluée à 100 milliards d'euros en France.

De l'argent, il y en a, il y en a beaucoup, il suffit simplement d'aller le chercher. Pour cela, il faut une volonté politique et du courage or ce gouvernement n'en a pas. Ce gouvernement, depuis la pandémie, nous promet la réindustrialisation du pays. Mais que ne le fait-il pas avec la SAM.

Il faut saluer le courage des salariés en lutte de la SAM. Ils font tourner l'entreprise depuis plus d'un an en autogestion. Ils veulent à tout prix maintenir l'activité industrielle à VIVIEZ DECAZEVILLE, car ils ont bien compris que s'il n'y a pas plus d'industrie en Aveyron, il n'y aura plus de service public et c'est tout le tissu social et économique de ce territoire qui sera rayé de la carte.



Il faut saluer la solidarité des camarades de la CGT, des salariés qui sont venus de toute la France au rassemblement du 1er décembre à DECAZEVILLE.

Il faut continuer à soutenir cette solidarité interprofessionnelle, il faut continuer à soutenir les salariés de la SAM.

Et pour finir je vous propose d'applaudir et d'acclamer les salariés de la SAM.

